

Communiqué de presse FSU , Les Lilas, le 31 Août

Il faut une autre politique pour la Fonction publique.

Le rapport annuel présenté au conseil supérieur de la Fonction publique de l'État le 31 août éclaire différents aspects de la politique gouvernementale.

Pour la première fois depuis 30 ans, l'emploi public a reculé en 2008 de -0,7%. Hors emplois aidés, les effectifs globaux sont restés stables, reculant de plusieurs dizaines de milliers à l'État.

Entre 1998 et 2008, la part des non titulaires s'est accrue de 14,4% à 16,5%. Cet accroissement numérique accentué sur la fin de la période traduit aussi une aggravation de la précarité de ces personnels, fréquemment employés à temps partiel sans l'avoir demandé.

La poursuite de la politique du non remplacement d'un départ en retraite sur deux laisse présager une amplification forte de ce constat, des dégradations du service rendu aux usagers et des conditions de travail et d'emplois des personnels.

En matière des salaires, la politique menée est celle d'une baisse globale des rémunérations, les rémunérations indiciaires reculant globalement de 2,5% en 2009 après un recul de 1,7% en 2008.

Dans le même temps, la part des primes et indemnités s'accroît marquant une plus grande individualisation des rémunérations. La mise en œuvre du slogan « travailler plus pour gagner plus », pénalisante pour l'emploi, se révèle être d'abord un effet d'aubaine pour les agents qui effectuaient déjà des heures supplémentaires ; le bénéficiaire type est un homme, cadre ou professeur, âgé de 45 à 55 ans. Cette politique est conduite au détriment des plus jeunes, qui subissent la perte régulière du pouvoir d'achat de la grille indiciaire, et des femmes. La FSU revendique une toute autre politique salariale, construite autour de l'évolution du point d'indice, assurant rattrapage des pertes et progression.

Rien sur les retraites au moment même où le projet de loi suscite un important débat public et un rejet massif des salariés : le rapport renvoie la publication des données au débat budgétaire, lequel interviendra après le débat parlementaire sur les retraites ! Cet assourdissant silence renforce la conviction de la FSU dans sa démarche, porteuse de l'exigence du retrait de projet de loi afin d'ouvrir un débat où tout doit être sur la table.

Le nombre des agents en cessation progressive d'activité (CPA) a chuté de 81% entre 2003 et 2008 illustrant combien la réforme de 2003 a rendu les dispositions nouvelles inaccessibles à une majorité d'agents. Pourtant l'évolution du travail, toujours plus difficile et stressant, exigerait que tous puissent choisir d'exercer à temps partiel en fin de carrière.

La FSU appelle les personnels à participer massivement à la grève et aux manifestations du 7 septembre pour exiger une toute autre politique en matière d'emploi, de salaires et de retraite. Pour la Fonction publique et ses personnels, il y a urgence.